

Libre Pensée de Corse

COMMUNIQUE

L'actualité politique a mis en évidence certains problèmes.

A part une poignée de Centralistes partisans de l'uniformité (**Valls, Blanquer, Larcher**), maintenant tout le spectre politique reconnaît que la Corse ce n'est pas la France. Peu en importe les raisons et les motivations, c'est un constat essentiel.

Nous ne pouvons que nous féliciter de cette évolution majeure ; pour certains d'entre nous, ce n'est pas un propos de circonstance mais une position politique depuis plus de cinquante ans.

Nous ne sommes pas dupes, nous savons que cette évolution récente est le produit de décennies de lutte notamment de la mobilisation massive de la jeunesse corse après l'assassinat d'**Yvan Colonna** et qu'il fallait, pour le pouvoir macronien flanqué de quelques supplétifs, gagner du temps.

L'**Autonomie** est alors devenue un sujet de négociations ; le mot étant consacré, il fallait le vider de son contenu. En quelque sorte, valoriser l'Autonomie nominale pour sacrifier l'autonomie étendue. Comme disait **Lampedusa**, « *il faut que tout change pour que rien ne change* ». Les débats parlementaires ont été éclairants sur ce point.

Nous sommes, **Libre-Penseurs**, dans la tradition de **Paoli** et de **Robespierre** se rencontrant au **Club des Jacobins** en 1790 quand **Robespierre**, le premier, formulait l'idée d'une **Confédération** entre la Corse et la France. Peu importe la forme politique de cette **Confédération** ou de son équivalent, trois problèmes majeurs différencient une Autonomie formelle et une Autonomie de contenu.

D'abord, la reconnaissance explicite du **Peuple corse** incluant les conséquences de cette reconnaissance. Les palinodies suivant lesquelles cela est impossible parce que la **Constitution de la Ve République** l'interdit sont méprisables et appellent une seule conclusion : en finir avec la **Ve République**. Ensuite, les pouvoirs réels de l'Assemblée de Corse.

Enfin, la reconnaissance du **Principe de Faveur** (le texte social ou écologique plus favorable s'applique). Tous les **Syndicalistes** connaissent ce principe. En effet, qui voudrait d'une Autonomie qui se traduirait par un moins disant social ou écologique ?

Sans même parler de l'attitude du Sénat et du calendrier électoral à venir, il faut reconnaître que nous ne sommes pas au bout de nos peines.

Libres Penseurs, nous savons que l'**Église catholique**, en proie à une crise systémique majeure, essaye de renaître en faisant oublier son rôle réactionnaire qui s'est pleinement illustré quand elle a condamné par l'intermédiaire de **Bustillo** les manifestations à l'occasion de l'assassinat d'**Yvan Colonna**.

Nous nous réclamons là aussi des traditions de **Paoli**, pionnier de la **Laïcité**, qui se prononçait contre « **ces messieurs de l'Inquisition** ». Que **Bustillo** soit promu par **Bolloré** et **Corse Matin** est la preuve qu'il ne faut pas confondre l'apparence et la réalité.

Sur l'ensemble de ces questions, nous aurons à nous exprimer et à intervenir.

Aiacciù, 21 juillet 2026